

ANTICAPITALISTES!

Mensuel du NPA Révolutionnaires de Gironde

Face au chaos capitaliste meurtrier



l'organisation des travailleur-es pour le socialisme

A propos du NPA-Révolutionnaires

Un accord entre les deux parties du NPA issues de la scission du congrès de décembre 2022 a acté que chacune d'entre elles conserverait le nom de NPA suivi du titre de son journal national, NPA l'Anticapitaliste et NPA Révolutionnaires.

Lors de ce congrès, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser cette scission, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : « *Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution !* »

La revue *Anticapitalistes !* du NPA 33 devient celle du NPA Révolutionnaires 33 et s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.

Lisez **REVOLUTIONNAIRES**
le journal du NPA Révolutionnaires



<https://npa-revolutionnaires.org/abonnement/>

ANTICAPITALISTES !

CPPAP : 1029 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA-R-33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

SOMMAIRE

Edito

p.3

Non à la guerre !

p.4-5

- Contre l'agression impérialiste au Venezuela, une attaque contre tous les peuples
- Dassault Aviation, l'Inde et les USA
- « Maudite soit la guerre »
- Cultivons l'antimilitarisme !

Nos vies, pas leurs profits

p.6-7

- MMT-B devenue Walor, Mutares, le fond vautour liquidateur à la manoeuvre
- Brèves d'entreprises
- Non à l'implantation de l'usine EMME !

Dans l'éducation

p.8-10

- Enseignant·es remplaçant·es des écoles : tou·te·s mobilisé·es contre la fusion des postes !
- Inclusion ou maltraitance ?
- Albert Le Grand : la fin du silence !
- Interview de Marine, animatrice du collectif AESH de la CGT Educ'action
- Après Bétharram et tant d'autres, à St Genès, des décennies de pédo criminalité couverte par l'Eglise

Dans la santé

p.10-12

- A la maternité du CHU, le ras-le-bol et la grève !
- Grève des médecins : le gouvernement recule, mais rien n'est réglé !
- Brèves

Leur société

p.12-13

- Cenon : Beausite... mais graves galères pour les habitants
- Droit au logement pour tou·tes !
- LGV Bordeaux-Toulouse/Dax, nouvelle « expertise » bidon pour un projet qui a du plomb dans l'aile...

Politique locale

p.14-15

- Conseil départemental et protection de l'enfance : « virage préventif » ou escroquerie politique ?
- Ni CRA, ni chasse aux migrants. Liberté de circulation !
- Le NPA-R Gironde dans les municipales

A voir

p.16

- *Les mots qu'elles eurent un jour*, film de Raphaël Pilloso

Abonnez-vous

à ANTICAPITALISTES !

le mensuel du NPA Révolutionnaires 33

Tarifs abonnement : 20 € (10 n° auprès des comités)
25 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, «soutien» avec envoi postal)

Paielement par chèque à l'ordre de Daniel Minvielle, en précisant Nom, prénom, e-mail et adresse postale.

Face au chaos capitaliste meurtrier, l'organisation des travailleur·es pour le socialisme

Le 24 janvier, à Minneapolis un deuxième manifestant, après Renée Good il y a trois semaines, a été abattu par l'ICE, la police mise en place par Trump pour faire la chasse aux migrants. Alex Pretti, un infirmier de 37 ans venait de filmer les brutalités de l'ICE et portait secours à une manifestante malmenée par les policiers.

Les media ont bien peu relayé l'énorme mobilisation de dizaines de milliers d'habitants des deux villes jumelles Minneapolis et Saint-Paul le 23 janvier, qui exigent le départ de l'ICE et la fin des rafles contre les immigré·es. Dans de nombreuses villes des Etats-Unis, la mobilisation contre cette chasse aux migrants s'organise à la base, dans les quartiers, les entreprises, les commerces, des veilleurs donnant l'alerte à l'arrivée des policiers.

L'organisation des travailleur·es, de la population, c'est bien le seul moyen pour faire barrage à la violence raciste, à la sauvagerie de cette police, comme aussi à la catastrophe à laquelle conduisent la concurrence capitaliste et l'offensive de la première puissance mondiale contre les travailleurs et les peuples du monde entier.

A bas l'exploitation capitaliste, le militarisme et la guerre

Après l'attaque terroriste des Etats-Unis contre le Venezuela, Trump a renouvelé ses menaces d'intervenir militairement contre le Groenland, colonie du Danemark, y renonçant finalement après avoir obtenu de ce dernier des zones pour installer de nouvelles bases militaires US et des permis d'exploiter les ressources minières.

Il a aussi dans le même temps entamé la phase 2 du prétendu « plan de paix pour Gaza » après 3 mois d'un soi-disant cessez-le-feu qui n'a jamais existé. La guerre génocidaire contre les Palestiniens se poursuit ainsi que les violences de l'armée et des colons israéliens en Cisjordanie pour chasser les Palestiniens de leurs terres. Un gouvernement technique composé de Palestiniens a été nommé, mais sans pouvoir et qui doit être supervisé par un « conseil de la Paix » créé par Trump et ses conseillers, à la main de Trump et des Etats-Unis puisque ses membres, chefs d'État de plusieurs pays sont nommés par lui. Il a ainsi rejeté la candidature du Canada qui l'avait critiqué mais accepté celle de Netanyahu.

Jusque-là on ne peut plus servir à l'égard des Etats-Unis,

plusieurs dirigeants de l'Union européenne ont réagi aux menaces de Trump contre le Groenland, Macron en tête.

Ils voudraient faire croire qu'ils défendent la liberté du Groenland comme ils se prétendent les défenseurs du peuple ukrainien face à l'agression russe, alors qu'ils l'utilisent comme chair à canon d'une guerre par procuration qu'ils mènent contre la Russie pour le compte des USA et des puissances occidentales.

En France 53 milliardaires plus riches que 32 millions de personnes

Leur indignation contre Trump ne fait pas illusion. Tous ces gens-là sont du même monde, ils défendent les intérêts des capitalistes et des milliardaires, servent leur enrichissement, même s'ils sont en concurrence les uns avec les autres. Les dernières statistiques publiées par Oxfam à l'occasion de Davos montrent crument la réalité. En 2025 en France les 53 milliardaires sont désormais plus riches que plus de 32 millions de personnes réunies. Dans le même temps, la pauvreté ne cesse d'augmenter, 15,4 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté, selon l'Insee en 2023.

Une démonstration que non seulement la richesse des grandes fortunes ne « ruisselle » pas mais qu'elle enfle en se nourrissant des licenciements, de la limitation des salaires, des revenus de la protection sociale et des budgets des services publics.

Pour répondre à la guerre que mènent contre nous les milliardaires et leurs serviteurs, nous avons besoin de nous organiser démocratiquement à la base, préparer notre contre-offensive, élaborer notre propre stratégie en vue de l'expropriation des fauteurs de guerre, la grande bourgeoisie qui détient les moyens de production et l'État policier et militaire qui les sert.

L'avenir dépend de notre capacité à imposer le contrôle des travailleur·es et de la population sur l'économie et les comptes de l'État pour satisfaire les besoins de toutes et tous, c'est-à-dire construire un gouvernement démocratique, révolutionnaire des travailleurs.

Notre combat participe de la lutte internationale du prolétariat mondialisé pour le socialisme qui passe pour nous, ici, par la construction d'une Europe des travailleur·es et des peuples, de la solidarité et de la coopération, de la paix.

Contre l'agression impérialiste au Venezuela, une attaque contre tous les peuples

Environ 300 personnes se sont rassemblées le 5 janvier devant le Consulat des États-Unis à Bordeaux répondant à l'appel unitaire de nombreuses organisations, après un premier rassemblement à l'appel de Mémoires et Partages le 3 janvier en réunissant une centaine à la Victoire. L'émotion était vive face au coup de force de Trump.

Au rassemblement, deux positions opposées se sont exprimées : celle du PCF, LFI, de la FSU, Mémoires et Partages et l'UJFP en soutien au droit international que la France devrait défendre, et celle des révolutionnaires, de RP, du NPA-A et du NPA-R pour l'indépendance de classe, la seule issue pouvant venir de la lutte du peuple vénézuélien et de tous les peuples contre l'impérialisme (améri-

cain ou occidental) soutenu par ce même droit international, la loi du plus fort.

Le slogan « *Yankees go home* » paraissait bien dépassé alors qu'aujourd'hui, les USA ne font pas seulement main basse sur un pays comme dans les années 70. Ils essaient de maintenir un leadership contesté par la Chine dans la région dans un monde multipolaire, source de nombreux conflits commerciaux et armés. Ils sont lancés dans une fuite en avant qui menace la Colombie, Cuba, le Groenland, sans réaction du peuple vénézuélien en soutien à Maduro qui fait croupir en prison 2400 manifestants. La situation est nouvelle.

Notre solidarité avec le peuple vénézuélien agressé passe par la lutte contre notre

propre impérialisme, lui aussi fauteur de guerre, en soutien aux dictateurs comme il l'a fait récemment en exfiltrant le président de Madagascar face à la révolte de son peuple, Macron faisant du zèle en affirmant : « *le peuple vénézuélien est aujourd'hui débarrassé de la dictature de Nicolas Maduro et ne peut que s'en réjouir* ».

C'est combattre sa fuite en avant dans la course commerciale et guerrière, ses discours nationalistes contre la Russie ou tout autre « ennemi » extérieur. Car l'ennemi est dans notre propre pays du camp dit « démocratique ». L'avenir est plus que jamais à la lutte internationaliste des peuples qui se soulèvent comme avec la Gen Z un peu partout dans le monde.

Mónica

Dassault Aviation, l'Inde et les USA

Dassault Aviation est surtout connue pour les ventes d'armes, ces contrats Rafale export qui font régulièrement les gros titres de la presse et bomber le torse des présidents de la république en exercice. De Mélenchon à la famille Le Pen, tout l'éventail des politiciens loue au garde à vous la grandeur de ce « *fleuron de l'industrie française* ». Il semble que ce bombardier a l'avantage de symboliser leur délire nationaliste sur le plan militaire et économique.

Les actionnaires de Dassault, Safran Thales et MBDA sont les principaux bénéficiaires des milliards de budget public consacrés à la naissance de ce bombardier high-tech avec la commande originelle de 286 Rafales pour les armées françaises.

Aujourd'hui, c'est la vente de 114 appareils à l'Inde qui fait l'actualité.

Le gouvernement indien a un projet « *Make in India* » qui vise à assurer son indépendance dans des secteurs comme l'aéronautique. Dans ce cadre, le contrat Rafale comprend des contreparties concernant une partie de la fabrication du Rafale et la totalité de la chaîne d'assemblage des Falcon 2000. Ces Falcon sont des jets d'affaire destinés à une clientèle de riches sociétés qui font voyager leurs dirigeants rapidement et confortablement et toute personne disposée à payer quelques dizaines de milliers d'euros pour traverser un océan en échappant à la promiscuité des files d'attente.

Cette clientèle de très riches voyageurs se trouve historiquement principalement aux États-Unis. À tel point que les Falcon sont



pour une part fabriqués à Little Rock en Arkansas.

Or il se trouve que le *Make in India* du gouvernement indien s'oppose de fait à la politique *Make America Great Again* de l'administration Trump. Celle-ci a donc décidé d'appliquer des droits de douanes de 50 % aux exportations de l'Inde vers les USA.

C'est là que le contrat indien est concerné. Pour échapper à cette taxe, le déménagement de la chaîne Falcon 2000 en Inde est remis en cause pour ne pas dire annulé et une réorganisation est en cours pour rapatrier la production en France alors que le projet arrivait à son terme.

Vue de notre bureau ou de notre atelier, cette valse de la production au gré de la

guerre économique et de la guerre contre les populations peut paraître bien lointaine. Pourtant on voit bien que cette dernière se rapproche et qu'elle est un projet dans les discours de la classe politique.

Cette guerre économique et demain militaire, ne peut pas être celle des salariés de Little Rock, de Nagpur ou de Bordeaux. C'est celle d'une bourgeoisie prête à tout pour garder la main sur la pompe à fric.

Nous n'avons aucun intérêt à être les petits soldats d'un capitalisme incapable d'organiser la production en fonction des intérêts de l'humanité et dont le seul projet devient une extension de la guerre.

Stéphane Labarre

« Maudite soit la guerre »

C'est le titre du livre du sociologue et militant nantais Pierre Douillard-Lefèvre invité par les camarades de la CGT d'Ariane group Issac pour une rencontre sur le thème « Pourquoi la guerre ? A qui profite-t-elle ? Causes et Enjeux de la militarisation de la société » qui a regroupé une vingtaine de travailleurs majoritairement de l'aéronautique.

Il a d'abord décrit la militarisation générale avec les guerres dans le monde puis dans la société avec la militarisation des forces de maintien de l'ordre comme les manifestants ont pu l'expérimenter (et/ou la subir) au moment des Gilets Jaunes et à Ste Soline par la présence de blindés comme les Centaures, de tirs tendus pour blesser volontairement.

Il a pointé le tournant autoritariste et va-t-en guerre du gouvernement Macron par cette répression des GJ, « l'ennemi

intérieur » de la République, le « *Nous sommes en guerre* » pendant l'épidémie de Covid, la dissolution de groupes tels les « *Soulèvements de la terre* », et la gouvernance par les ordonnances et 49-3, armes de la V^{ème} République arrivée au « *stade ultime* » avec un nombre incalculable de manifs interdites comme celles en soutien au peuple palestinien.

Son analyse de la montée vers la guerre, il la dit marxiste : le capital est en crise, en prédation décomplexée pour accumuler toujours plus de capital, qui a besoin de gouvernements d'extrême droite pour mettre la population au pas, une crise qui accroît les inégalités sociales, la catastrophe écologique...

« *Il n'y a pas de guerre juste* » ! Pour résister à la montée à la guerre, il milite pour repopulariser l'idée d'être contre la guerre, la nécessité de reconstruire une

culture anti-militariste et d'apprendre la désobéissance. Il dénonce les idées reçues, comme celles de Macron qui parle de « Réarmement » comme s'il y avait eu désarmement, et que la France avait cessé toute intervention en Afrique

et qu'elle n'était pas le 2^{ème} vendeur d'armes du monde. **P r é p a r e r la guerre déclenche la guerre, inexorablement.** Se battre contre la guerre c'est défendre les civils.

Au moment de la discussion, beaucoup de réactions dans le groupe : satisfaction d'entendre les raisons de cette militarisation. Poser le rôle des syndicats dans la lutte en général par la politique de la grève et du rapport de force abandonnée sous Mitterrand. Se dégager syndicalement de l'Union sacrée, du nationalisme pour défendre notre camp social mondialisé...

Un camarade disait à la fin de la rencontre : « *il faut déculpabiliser les collègues : on fait le boulot dans les industries d'armement, on ne détient pas les moyens de production et il faut bien avoir un travail. Il faut voir les choses de façon plus globale : contester le capitalisme* ».

Sandrine Alarcon

A lire aussi **Dissolution** du même auteur et sur les réseaux sociaux **Guerre à la guerre**



Cultivons l'antimilitarisme !

En novembre, le Ministère de l'éducation a édité une brochure « *Acculturer les jeunes à la défense* » qui s'inscrit dans une campagne permanente pour « *des actions éducatives à la défense* »... pour que les « *enjeux de défense et de sécurité globales ... se découvrent au contact des militaires... des corps en uniforme* ».

Les dispositifs sont multiples et auraient touché plus de 700 000 élèves l'an dernier. La propagande militariste est la plus poussée dans les « *classes de défense et de sécurité globale* » qui ont concerné 30 000 élèves en 2025, ici à Lormont, Bordeaux, Mérignac... Elles reposent sur une convention entre une classe et une unité militaire pour organiser la venue des militaires dans l'école, des élèves dans la caserne, des cérémonies, rallyes, visites, correspondances, voyages... Tout ça est financé par l'armée pour faire rentrer dans les têtes qu'il faut se préparer « *à accepter de perdre ses enfants... de souffrir économiquement* » comme le disait récemment le général Mandon.

Les salles des profs se polarisent comme toute la société. Des collègues se mettent au service de cette propagande, mais nous sommes nombreux à préférer préparer la jeunesse à n'être « *Ni chair à canon, ni chair à patron* » !

Ci-contre, des individus armés ont pénétré dans un collège de Mérignac



MMT-B devenue Walor, Mutares, le fonds vautour liquidateur à la manœuvre

Ça y est, depuis le 1er janvier, l'usine a un nouveau nom, «Walor Bordeaux», du nom de l'équipementier qu'a racheté le fonds de redressement Mutares en octobre 2023, quelques mois après avoir racheté notre usine qui comptait encore 740 salariés à ce moment-là. Après le dernier PSE -départs en retraite anticipée, départs « volontaires » et 59 licenciements-, nous ne sommes plus que 223.

Mais à en croire les dirigeants de Mutares, tout irait pour le mieux. Il paraîtrait que Ford veut prolonger la production des boîtes MX65 jusqu'en 2030 et un nouveau partenariat a été annoncé en décembre avec une entreprise Taïwanaise eTreego pour produire des bornes de recharge de batteries électriques. « C'est une bouffée d'oxygène mais il reste indispensable de continuer à décrocher des contrats pour assurer la pérennité du site et nous y travaillons nuit et jour », a déclaré sans rire André Calisti, le président de Walor Bordeaux. « Et pour cela le plan social était nécessaire tout comme l'intégration au sein de Walor qui permettra de construire un projet industriel cohérent renforçant les deux entreprises. »

Pour ce qui est de l'action de Mutares à Walor, moins d'un an après son rachat, en septembre 24, deux usines du groupe situées dans les Ardennes ont été placées en redressement judiciaire, elles ont ensuite été reprises par le groupe sidérurgiste Forgem mais 100 ouvriers sur 250 sont restés sur le carreau.

Le partenariat avec eTreego -qui cherche sûrement un moyen de s'établir en France pour contourner les droits de douane- est présenté par la direction et est peut-être beaucoup plus important que les projets précédents mais la direction nous avait vanté aussi Wattpark et Vitirover qui ont capoté. Il y a eu quelques centaines de bornes de recharge de batteries produites, quelques centaines aussi de robots tondeuses puis la production s'est arrêtée...

Mutares est champion en bluff et en esbroufe, pour vider les trésoreries des entreprises (il n'a toujours pas rendu les 28 millions



qu'il a pris dans les caisses de l'usine), récolter tout ce qu'il peut comme subventions jusqu'au moment où il jugera rentable de liquider complètement l'entreprise.

En attendant, son seul souci est de nous exploiter le plus possible, nous envoyer à droite ou à gauche selon les besoins de telle ou telle entreprise du groupe, et nous faire accepter des conditions de travail qui mettent notre vie en danger à cause du manque de personnel, comme aux fours.

Ils veulent des salariés corvéables à merci mais ça ne passe pas. Nous avons des armes, notre solidarité, notre résistance collective.

Correspondants

Plateforme Industrielle Courrier (PIC)

C'était le seul bon moment de la journée...

On le sait depuis des mois et ça y est, c'est l'heure. Le restaurant associatif inter-entreprise de la PIC passe la main à une société privée.

En fait c'est l'ensemble des derniers restaurants associatifs de La Poste en France qui passe au privé. Les collègues de la restauration qui le souhaitent sont repris, au moins un an. Nous on sait surtout qu'on va voir la différence au niveau du prix. Payer plus cher pour le privé, c'est nous priver du seul bon moment de la journée...

900 000 euros pour la nouvelle PDG de La Poste !

La nouvelle PDG de La Poste, Marie-Ange Debon, n'a pas perdu de temps pour s'assurer d'empocher un paquet d'argent en devenant notre patronne.

Elle a signé un contrat identique à celui



Mutares et Walor licenciaient à Bogny-sur-Meuse en 2024(Ardennes)

qu'elle avait à Kéolis. Si elle finit son mandat, en 2030, elle empoche en plus de son salaire 450 000 €. Et si elle ne le finit pas, par exemple si La Poste la remplace, elle prend 900 000 € ! Pour les patrons c'est gagnant-gagnant. Pendant ce temps- là, notre direction nous explique qu'il faut que La Poste nous retire 10 minutes de pauses... Scandaleux !

Réorganisation des horaires : aucune raison d'accepter le moindre recul !

La direction veut nous changer les horaires en octobre 2026. Elle a été claire sur sa volonté de baisser nos pauses. On ne sait pas encore ce qu'elle a en tête pour les horaires.

Mais dans tous les cas, nous n'avons aucune raison d'accepter le moindre recul. Parce que chaque décalage d'horaire imposé, ça nous décale toute notre vie. La solution, on la connaît : plus on se bougera, plus on obtiendra des choses !

Mondelez Cestas A la vôtre !

La direction prend régulièrement les ouvrier-es de haut... et ne rate pas une occasion pour essayer de créer un climat de division entre les différentes catégories de salarié-es.

La fin d'année a été une nouvelle occasion : elle a invité l'encadrement au restaurant. Ils étaient une centaine à se taper la cloche et à boire à notre santé... le tout payé avec notre argent, celui que produit notre travail.

Cela alors qu'elle nous explique qu'il n'y a pas d'argent, et qu'elle a à nouveau supprimé des postes d'ouvriers suite à des réorganisations pour faire de la productivité !

Et 25 % d'augmentation !

Il ne s'agit pas de nos salaires, mais de la hausse du prix des biscuits à la coopérative du personnel que la direction a décidé d'augmenter brutalement.

Elle se justifie en expliquant que tout augmente. La bonne blague, comme si on n'était pas au courant que les prix flambent, et pas que ceux du chocolat ! Mais nos salaires, eux, sont loin d'avoir augmenté de 25 %, même en cumulant sur plusieurs années !

Bulletin Inter-Entreprises Pessac-Cestas

Non à l'implantation de l'usine EMME !

EMME (Electro Mobility Materials Europe) est une usine en projet, un « pôle de fabrication », en réalité de recyclage, de nickel et de cobalt destinés à la production de batteries. Le site choisi est Grattequina, une zone d'activité du Grand port de Bordeaux à hauteur de Parempuyre. Le projet, soutenu dès le départ par la Région et Bordeaux Métropole, générerait 500 emplois dont 200 directs pour un investissement de 500 millions d'euros. Selon ses promoteurs, il permettrait de produire dès 2028 « un volume industriel avec la plus faible empreinte carbone du marché » ...

Mais derrière la peinture de la prétendue « Transition énergétique », la réalité est beaucoup moins verte. La future usine est en effet classée Seveso seuil haut. Les substances traitées sont solubles dans l'eau et extrêmement toxiques, un risque décuplé par le fait que le site est en zone inondable. Cela n'avait pas empêché l'encore 1^{er} Ministre Bayrou de signer un décret qualifiant l'opération de « projet d'intérêt national majeur », ce qui donne tout pouvoir au Préfet en termes de décisions, les collectivités locales étant réduites à rendre un avis consultatif. Quant au financement du

projet, il va profiter des largesses publiques, à commencer par 150 millions de crédit d'impôt au titre des « Investissements dans l'industrie verte » ...

En réaction à cet incroyable mépris de la sécurité publique, la Sepanso déposait un recours auprès du Conseil d'Etat demandant l'annulation de ce décret jugé « irrégulier, écologiquement très contestable, pour un projet économiquement fragile ». Projet qui a par ailleurs reçu un avis défavorable du Conseil national de la protection de l'environnement. Ne pouvant ignorer le problème, la Métropole et diverses villes, dont Bordeaux, avaient posé à l'entreprise une liste de « 23 exigences de garanties » conditionnant leur avis.

L'enquête publique vient de s'achever ce 15 janvier avec 1458 avis négatifs pour 252 positifs. Et il reste un mois à

divers experts pour examiner l'ensemble du dossier avant que le Préfet ne communique sa décision, après avis ou pas des collectivités locales concernées. La métropole a reçu les réponses de l'entreprise à ses « exigences de garanties ». Questionnée lors de sa présentation des vœux à la presse mardi 13, sa présidente Christine Bost a dit être à « 97 % satisfaite des retours » et préparer avec l'écologiste Hurmic une lettre pour « obtenir quelques petites précisions » ...

La Sepanso, elle, après avoir analysé ces « retours », fait un constat totalement opposé : sur 17 des 23 questions les réponses sont absentes ou tapent en touche. Et elle demande un nouveau débat au Conseil de Métropole. Mais pas question pour Bost, dans cette « période fragilisante », de faire des remous qui pourraient s'avérer néfastes dans les urnes. Pour elle, « Le dossier est dans les mains du préfet... », adienne que pourra ! Depuis, un doute semble cependant être venu à Hurmic qui demandait, jeudi 22 janvier, une « étude de risque réalisée par un tiers indépendant [qui] est un jalon indispensable et critique du projet. Nous l'avons déjà réclamée, elle manque toujours » ...

D.M.



Enseignant·es remplaçant·es des écoles : tou·tes mobilisé·es contre la fusion des postes !

En Gironde, une mobilisation intersyndicale (CNT 33, ECGT Educ'action 33, SNUDI-FO 33, Sud éducation 33) contre la fusion des postes de remplaçant·es est en cours dans le 1^{er} degré, depuis le 1^{er} décembre, avec 7 jours de grève et une détermination toujours présente.

Jusqu'en 2017 et l'arrivée de Blanquer dans les valises macro-nistes le remplacement était organisé dans les écoles selon deux grandes modalités : les BD (brigades départementales) pourvoient aux remplacements longs (au-delà de 15 jours d'absence) sur tout le département, tandis que les ZIL (Zone d'Intervention Localisée) intervenaient sur des remplacements courts et sur une zone géographique limitée. A cela s'ajoutaient jusqu'à la rentrée 2025 des remplaçant·es intervenant dans les classes spécialisées et dans les classes des collègues en stage. Les ZIL en REP+ (éducation prioritaire) venaient quant à elles et eux remplacer uniquement dans ce secteur, notamment pour les 18 demi-journées de formation prévues pour les collègues enseignant en REP+.

A partir d'un décret de 2017, ces remplaçant·es ont été fusionné·es, selon la terminologie technocratique, dans un « *vier unique* », c'est-à-dire que les spécificités des différents types de remplaçant·es ont été supprimées : à terme ne subsiste qu'un type de remplaçant, taillable et corvéable à merci.

La Gironde fait partie des derniers départements dans lesquels cette fusion est mise en œuvre. Là où elle a déjà été appliquée, le constat est sans appel : le non remplacement a augmenté de 49 % depuis 2018, et c'est un rapport du Sénat qui le dit...

Il ne s'agit donc même plus, comme ils disent, de rendre le remplacement plus « *efficient* », mais selon leurs propres mots de rationaliser, d'optimiser et de flexibiliser, ce qui se traduit pour nous par gestion de la pénurie et dégradation des conditions de travail.

Ce qui est mis en place n'est qu'une déclinaison de l'austérité en marche dans l'éducation nationale, et au-delà dans les services publics.

La mobilisation actuelle démontre que nous ne laissons pas faire et que nous sommes déterminé·es à faire respecter nos statuts et nos conditions de travail.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une embauche de 100 remplaçant·es, pour atteindre le ratio national moyen de 10 % de remplaçant·es.

Le dernier jour de grève, mardi 20 janvier, devant la circonscription de Lormont où le focus avait été mis sur les remplaçant·es ZIL REP+ a réuni au-delà des remplaçant·es. En effet des collègues en charge de classe sont venu·es au rassemblement, car

elles et ils savent que nous sommes tou·tes concerné·es par ce qu'il se passe, et que c'est par ce tous ensemble que nous pourrions renforcer et étendre le rapport de force.

Nadia Asnoun
et Christophe Otharan



Inclusion ou maltraitance ?

Dans mon lycée pro, c'est la saison des bacs blancs. Sur 143 élèves qui vont passer le bac, 43 sont considérés comme « *élèves à besoins particuliers* » pour utiliser le jargon de « *l'inclusion scolaire* » qui désigne ainsi des jeunes ayant différents types de handicaps, maladies, ou « *dys* » (dyslexie, dyscalculie, dyspraxie...). En lycée pro, il n'est pas rare d'avoir jusqu'à la moitié d'une classe concernée : 14 sur 32 cette année sur une classe de première.

Concrètement, il y a ceux qui auront un tiers temps supplémentaire pour passer l'épreuve, ceux avec un temps compensa-

toire (pouvant interrompre et reprendre l'épreuve), ceux qui auront un sujet imprimé avec différents niveaux d'agrandissement, ou un support numérique, ou qui composeront sur des ordinateurs qu'il aura fallu préparer avant, ceux qui auront besoin de quelqu'un pour reformuler les consignes, ou d'un scripteur pour écrire ce qu'ils dicteront... ces derniers nécessitent une salle de classe pour chacun.

Le casse-tête organisationnel est réel, nécessitant de mobiliser toutes les salles et tou·tes les collègues pendant trois jours. On pourrait se réjouir que l'école s'adapte

aux enfants et à leurs difficultés, plutôt que leur imposer de s'adapter à un moule unique incapable de prendre en compte les différences. Mais ce prétendu respect des « *besoins particuliers* » est de la poudre aux yeux. Si le jour de l'épreuve cet effort est fait, au quotidien, il est impossible d'accorder à chacun l'attention nécessaire. Et quand le ministère prétend aider les élèves « *plus lents* » en leur accordant 4 heures de travail pour une épreuve de 3 heures, il fait semblant de ne pas voir que ces élèves ont souvent une fatigabilité plus importante... et il aggrave leur sentiment d'échec. Une réelle maltraitance

Albert Le Grand : la fin du silence !

Depuis plus d'un an, des enseignantes de l'ensemble scolaire Albert Le Grand -berceau des ultra-conservateurs, calfeutré derrière son grand portail noir de la rue Saint-Genès à Bordeaux- ont choisi de briser le silence.

Sur des violences sexuelles, d'abord. Ces enseignantes, et bien d'autres, ont subi des faits de harcèlement sexuel de la part d'un collègue. Face au mutisme de la hiérarchie, elles ont alerté le Rectorat. Il aura fallu insister, insister encore et encore, pour qu'enfin une réponse institutionnelle soit apportée.

Une enquête menée sur place en février 2025 confirmera la réalité des faits et leur ampleur, et conduira l'enseignant mis en cause à écoper d'un mois de suspension en septembre 2025. Une sanction dérisoire au regard de la gravité des faits, pour un homme déjà surnommé « *le tripoteur* » dans son ancien établissement, et qui aura tristement confirmé cette réputation en multipliant attouchements et propos misogynes au sein d'Albert Le Grand.

Sur les atteintes à la laïcité, ensuite. Car à Albert Le Grand, la laïcité est une notion manifestement ignorée. Derrière le paravent bien commode du « *caractère propre* » de l'enseignement privé, l'établissement impose depuis des années des pratiques religieuses contraires au droit : messe obligatoire, chants issus du catéchisme hebdomadaire -obligatoire lui aussi-, mais également « *bénédiction des cartables* », « *lavement des pieds* » ou encore « *chemin de croix* » durant la Semaine sainte. Vous ne rêvez pas !

Il était plus que temps que ces faits soient signalés au Rectorat, qui a dépêché une inspection surprise quelques jours avant la fermeture estivale.



Résultat : pas moins de treize mises en demeure ont été adressées à Albert Le Grand. Parmi elles, l'obligation -pourtant élémentaire-, de respecter la liberté de conscience des élèves.

Le premier réflexe de la Direction aura été de se ruer vers son conseil juridique, avant de consentir, à reculons, à rendre les événements religieux « optionnels » sur présentation d'une dispense. Mais dans les faits, rien ne change. L'omerta poursuit son œuvre et tous les élèves prennent le chemin de la messe, bon an mal an pour ceux qui craignent de s'opposer à une idéologie religieuse depuis si longtemps imposée.

Ce que révèle le cas d'Albert Le Grand dépasse largement les murs de l'établissement. Il met en lumière un système où le silence institutionnel protège les abus et prime sur les droits des élèves et de leurs enseignant-es.

Correspondante

pour beaucoup de jeunes qui subissent cette logique de la médicalisation de la difficulté scolaire. Elle les enferme dans une responsabilité individuelle, les déçoit par des mesures inefficaces... et ne répond pas au premier des problèmes : les moyens en personnel, en espace, en matériel et en formation, pour s'occuper réellement des jeunes en fonction de leurs besoins.

François Minvielle

Interview de Marine, animatrice du collectif AESH de la CGT Educ'action

Le Sénat a voté début janvier contre l'adoption d'un statut pour les AESH. Quel était le statut qui était proposé et en quoi aurait-il été un progrès pour les 140 000 AESH ?

Il y avait quelques progrès comme la reconnaissance d'être intégrées à la catégorie B de la fonction publique pour une partie des AESH, avec un salaire supérieur et le statut de fonctionnaire, alors que nous sommes contractuelles et sous-payées. Cependant de nombreux-ses collègues restaient hors du champ d'application avec un tri par ancienneté et par critères statutaires et un maintien durable de non titulaires.

Ce vote est sans surprise, s'inscrivant dans l'offensive contre les salarié-es des services publics et les usagers, au nom des économies budgétaires. Quelles ont été les réactions des AESH, notamment dans le collectif que vous animez avec la CGT Educ'action ? Des perspectives ?

Malheureusement, beaucoup de camarades plaçaient de l'espoir dans cette proposition de loi, ce qui peut se comprendre si l'on considère la grande précarité de la profession et le besoin de cultiver l'espoir. Par effet boomerang, la colère monte et on peut s'attendre à une forte mobilisation lors des prochaines journées d'action.

Retour donc à la lutte, loin des salons feutrés du sénat !

Après Bétharram et tant d'autres, à Saint-Genès, des décennies de pédocriminalité couverte par l'Eglise

Le renvoi mi-janvier devant la cour criminelle d'un professeur des écoles de Saint-Genès-La Salle a médiatisé des décennies de crimes sexuels contre des enfants commis dans cet établissement élitiste de l'enseignement catholique bordelais.

Alors que son directeur départemental s'était empressé de déclarer « *on ne parle pas d'une problématique structurelle à l'établissement. On parle d'un fait individuel horrible* », son mensonge a aussitôt été balayé par les faits.

La presse a révélé que depuis 1965, près de 50 enfants ont été victimes de trois autres pédocriminels (un prêtre, un surveillant et un professeur), auxquels s'ajoutent maintenant au moins 36 victimes du professeur des écoles arrêté en 2023. 60 ans pendant lesquels les enfants n'ont pas été crus, plusieurs signalements ont eu lieu, et de nombreux anciens élèves disent qu'ils savaient qu'il fallait se méfier. En 2023, quand la dernière affaire a été médiatisée, le directeur au courant depuis 2011, s'est suicidé, laissant un document reconnaissant sa « *responsabilité* » de n'avoir pas été « *plus vigilant* ». Au-dessus de lui, l'institution catholique, de la direction de l'établissement jusqu'à la direction diocésaine, a

étouffé les affaires, mutant les coupables quand elle y était contrainte. Elle-même était dirigée par un cardinal, Ricard, accusé d'« *agression sexuelle aggravée* » sur une mineure de 13 ans, n'échappant à une condamnation pénale qu'à cause de la prescription des faits. L'Eglise l'a retiré de toute activité publique... en lui laissant son titre.

La pédocriminalité est particulièrement massive au sein de l'Eglise (plus de 330 000 victimes d'après le rapport Sauvé de 2021), produit de son patriarcat le plus réactionnaire. Son idéologie soumet les consciences, minorise et culpabilise les femmes et par extension les enfants, dans son système de pouvoir totalement masculin.

Une fois encore, alors qu'elle fait tout pour étouffer les crimes, c'est la détermination des victimes qui a permis de faire éclater la vérité.

FM.



A la maternité du CHU, le ras-le-bol et la grève !

Les collègues de la maternité du CHU, à Pellegrin, sont en grève depuis le 19 janvier, à l'appel de la CGT avec le soutien de SUD, pour protester contre leurs conditions de travail et les conséquences du PRE (plan de retour à l'équilibre) qui prévoit 30 millions d'€ d'économies sur le budget du CHU d'ici la fin de l'année prochaine.

Le manque chronique de personnel, sage-femmes, auxiliaires de puériculture, etc., les changements de roulement et les retours sur les jours de repos pour « *boucher les trous* », la baisse du paiement des heures supplémentaires, les restrictions budgétaires de tous ordres ont fait monter la colère et le ras-le bol alors que l'activité, elle, est à son plus fort. La direction assure que tous les postes sont pourvus et pointe du doigt avec mépris un absentéisme élevé, le manque de volontaires pour assurer les nuits et les restrictions médicales d'un nombre important de collègues. Et elle n'aurait pas une petite idée des causes et de comment y remédier ?

Alors que la maternité était initialement



prévue pour accueillir et prendre en charge 3500 naissances par an, elle est devenue la première du pays avec plus de 6000 naissances par an ! Les cadences s'accroissent, les conditions de travail empirent, les absences ne sont pas remplacées, et les heures supplémentaires s'accumulent. Et alors que jusqu'à peu la direction les payait, elle a désormais décidé d'en faire récupérer une partie pour faire des économies... Sauf que le manque de personnel est tel qu'il est

impossible de les récupérer et la seule solution est de les mettre sur un compte-épargne temps, ce que les grévistes refusent !

Alors oui, le personnel de la maternité a bien raison de se battre ! Il n'y a pas d'autre voie pour se faire respecter et imposer des moyens pour la santé des femmes, des nouveau-nés, et des personnels de santé !

Isabelle Ufferte

Grève des médecins : le gouvernement recule, mais rien n'est réglé !

Les médecins libéraux ont fait grève du 5 au 15 janvier. Le 10, ils étaient 20 000 à manifester à Paris et 2 000 se sont symboliquement exilés

(médecins, chirurgiens, radiologues, anesthésistes) l'exigence du maintien du secteur 2 qu'ils sentent menacé et qui leur permet de faire payer des dé-

la situation dramatique du secteur de santé.

Hôpital exsangue, manque de médecins et autres personnels, dégradation des conditions de travail et de rémunération, temps de travail et cadences, police sanitaire, casse du système de santé... nous sommes tou-ttes impacté-es, même les médecins qui se pensaient davantage protégé-es.

Face à la mobilisation, le gouvernement a annoncé reculer sur certaines mesures comme la limitation des arrêts maladie, les modifications de tarifs sans négociation et les médecins ont suspendu leur grève.

Pourtant rien n'est réglé. La lutte qu'il s'agit désormais de préparer c'est celle de tou-ttes les salarié-es et usager-es pour une santé publique et gratuite au service de tous.

Isabelle Larroquet



à Bruxelles, pour démontrer l'impact de leur absence et échapper aux réquisitions. De nombreux cabinets ont fermé, des consultations ont été annulées, des blocs reportés et des urgences fermées dans les cliniques... Parmi les raisons de leur colère : le budget de la Sécurité sociale, les tarifs et des mesures autoritaires imposant un encadrement des prescriptions et des arrêts maladie, avec pour objectif de réduire de 30 % le volume des indemnités journalières. Mais il faut ajouter pour les spécialistes

passements d'honoraires aux patients. Certains militent aussi pour le maintien du secteur 3 où les tarifs sont libres, pour lequel le remboursement des consultations sur la base de la sécu est menacé.

Si nous ne partageons pas certaines revendications qui vont à l'encontre de l'intérêt des patients, comme les dépassements d'honoraires qui font que des patients repoussent voire renoncent aux soins par manque de moyens, cette grève a de fait contribué à dénoncer

Résistance face aux patrons des cliniques privées

Pendant la grève, pour ne pas avoir à payer infirmières et autres personnes alors que de nombreuses interventions étaient annulées, les directions des cliniques privées ont tenté et parfois réussi à imposer des jours de repos aux salarié-es des Blocs, des services de chirurgie notamment. Illégal sans l'accord des salarié-es concerné-es ! Et elles ont négocié avec les médecins libéraux des dates de grève pour tenter de réduire au maximum son impact financier sur les cliniques.

Sur le Groupe Bordeaux Nord (Cli-

nique Bordeaux Nord, Bel Air ou Rive Droite entre autres), des salariés ont reçu des mails leur imposant des jours de repos, ou se sont vu imposer des récupérateurs de jours fériés sans aucune concertation et des modifications de plannings sans respecter les délais de prévenance. Mais face à la réaction des salariés qui ne se sont pas laissé faire, les directions ont dû faire marche arrière.

Chacun-e a pu voir la solidarité des directions vis-à-vis des médecins quand ils défendent leurs droits (avec même l'autorisation à la clinique Bordeaux



Nord de mettre une banderole en haut d'un bâtiment : « *Médecins sacrifiés patients maltraités* »), alors que quand nous faisons grève pour nos salaires et conditions de travail, nous ne rencontrons que mépris, menaces et culpabilisation, accusé-es de ne pas assurer la continuité des soins, de la part des directions des cliniques mais aussi de certains médecins, « empêchés » de travailler... . Un encouragement pour nous y mettre tous !

I.L.

Il pleut, il fait froid... dehors comme dedans !

Qu'il s'agisse de bâtiments construits, comme beaucoup au CHU dans les années 1970-1980 tels le Tripode à Pellegrin, la Cardiologie, le Centre François Magendie ou les USN à Haut-Lévêque... ou de bâtiments beaucoup plus récents tel l'Hôpital pédiatrique, nous vivons en direct le moindre changement de climat ! Ainsi, lors de la vague de froid en début d'année, il a fait moins de 15 degrés dans de nombreux locaux, et à peine 12 degrés dans le service de radiologie de l'hôpital pédiatrique. Après les inondations qui se multiplient depuis des années au Tripode dès la moindre grosse pluie, les plus de 40 degrés relevés l'été dernier dans différents services... ce dernier épisode illustre à quel point l'hôpital public est laissé à l'abandon depuis des décennies !

IU

Chasse aux couvre-chefs à l'hôpital : première victoire face à une attaque contre nous toutes

Mediapart avait rendu publique la révocation d'une infirmière de la Pitié-Salpêtrière pour avoir porté... un calot chirurgical. Alors qu'elle le porte depuis son embauche il y a 8 ans, cette collègue ne se l'était jamais vu reprocher, ni quoi que ce soit d'autre.

Mais depuis quelques mois, elle était ciblée par la direction et l'encadrement au prétexte de la laïcité, dans un contexte d'offensive contre les musulmanes ou prétendues telles, alors qu'elle n'avait jamais revendiqué quoi que ce soit ni fait de prosélytisme !

Mais l'AP-HP, comme d'autres hôpitaux, veulent imposer leur autorité et faire rentrer tout le monde dans le rang.

D'autant plus scandaleux que leur laïcité est à géométrie variable : qui a oublié que les hôpitaux étaient dirigés par des bonnes sœurs il y a quelques décennies à peine, ou que des aumôniers catholiques sont encore payés par les hôpitaux, et que par ailleurs l'État verse chaque année 14 milliards d'euros à l'enseignement catholique ?

Le Tribunal administratif, saisi par l'infirmière soutenue par de nombreux collègues, a annulé le licenciement et obligé l'AP-HP à la réintégrer jugeant la sanction « disproportionnée ». Une première victoire, même si le tribunal ne s'est pour le moment pas prononcé sur le fond.

Echos du bulletin santé du NPAR 33 paru le 19 janvier 2026



Cenon : Beausite

Des locataires de la Résidence Beausite se mobilisent contre le bailleur Domofrance. Qu'est-ce qui provoque la colère ?

La colère et l'exaspération... Le bailleur Clairsienne, qui a passé la main à Domofrance a laissé se dégrader les logements durant des années. Le système de chauffage, vétuste, est quasiment hors d'usage. Durant les jours de grand froid, beaucoup de locataires n'avaient pas plus de 14 ° dans les appartements. Il y a des coupures d'eau chaude à répétition, des problèmes d'isolation qui génèrent des moisissures nuisibles. Punaises et cafards pullulent. Domofrance restait sourd aux sollicitations des locataires et la colère a explosé.

Avec l'aide de militants de la Confédération syndicale des familles, CSF, des locataires ont commencé à s'organiser. La présence d'un membre de la CSF au conseil d'administration de Domofrance a facilité la rencontre avec le bailleur qui a fini par recevoir une délégation.

Où en est la lutte aujourd'hui ?

Il a d'abord fallu que la quinzaine de locataires, toutes des femmes, qui ont initié le mouvement s'organisent, préparent les rencontres avec le bailleur, apprennent à mener leur lutte.

Domofrance a été contraint de reconnaître l'organisation des locataires, de les entendre et de répondre à la première raison de la colère, le chauffage, dont tout le système est entièrement à refaire. Des travaux de rénovation sont prévus, commenceront en 2026 et dureront deux ans, mais les locataires ont exigé des solutions immédiates. Domofrance a proposé des convecteurs individuels et la mobilisation a permis que le bailleur engage des travaux d'urgence qui ont permis un rétablissement partiel du chauffage, qui est loin de tout résoudre.

Malgré les explications du bailleur, la colère ne faiblit pas et il faut maintenir la pression, amener d'autres locataires à rejoindre le mouvement. Le nouveau groupement CSF des locataires affiche dans les entrées et fait du porte-à-porte.

Qu'en est-il des autres problèmes, isolation, moisissures dans les appartements ?

Domofrance ne s'engage sur rien en ce qui concerne l'isolation, sous prétexte qu'il faudrait une rénovation intégrale des bâtiments avec une isolation extérieure et prétend que la réduction drastique des budgets des bailleurs ne le permet pas. Les problèmes d'humidité sont aussi liés aux VMC défaillantes qui ne ventilent plus.

Le maire socialiste de Cenon, qui a rencontré les locataires dénonce la restriction des budgets des bailleurs, mais il fait partie d'une organisation politique qui vote ces budgets à l'Assemblée nationale. La dénonciation, ça coûte pas cher !

Pour le moment, les subventions demandées par la commune à l'État dans le cadre de la politique de la ville ont toutes été refusées. Les politiques d'abandon du logement social ne datent pas d'aujourd'hui, que ce soit pour l'entretien ou la construction.

... mais graves galères pour les habitants

La lutte est dure parce qu'elle se mène alors que les locataires sont submergés par les problèmes et exaspérés et que les travaux à venir, les demandes de subvention n'ont pour le moment que valeur de promesse et aucun effet immédiat sur le quotidien. Mais la mobilisation est forte et n'est pas prête de s'arrêter.

*Denis Chaumeau, militant de la
Confédération syndicale des familles
Propos recueillis par Christine Héraud*

A Lormont, depuis 2003, 13 tours HLM ont été démolies à Génicart et Carriet dans le cadre de la politique de démolition-construction, soit 1500 logements, remplacés par des logements moins nombreux, plus petits et plus chers.

Plus récemment, dans le nouveau quartier Connexion à Lissandre, c'est le promoteur milliardaire Pichet qui a profité de terrains sous-valorisés par la Ville pour y construire 1000 logements dont beaucoup pour des investisseurs privés (résidence pour personnes âgées, étudiants). Voilà qui ne pas aider les familles populaires à se loger !

Les mêmes logiques sont partout à l'œuvre, à Cenon, Bègles ou à Pessac, dans le quartier Saige Formanoir, où ce sont plus de 450 appartements qui sont appelés à disparaître avec la destruction programmée de 3 tours de 18 étages et d'un bâtiment et le changement de destination d'une autre tour.

Droit au logement pour tous·tes !

Il y a actuellement plus de 12 millions de mal logés ou qui vivent dans des passoires thermiques et 2 millions en attente d'un logement social.

Les HLM (à loyers modérés) pour loger les travailleur·es et en finir avec les bidonvilles de la périphérie des grandes villes, construits dans les années 1970 à bas coût, vieillissent mal et ne suffisent plus à loger une population croissante. Aujourd'hui, ce qui se développe, ce sont des logements à loyer libre dans le privé. Ceux qui reçoivent les aides sont les promoteurs privés.

Alors que les demandes explosent, les constructions de logements sociaux sont en net recul : 120 000 agréments pour la construction de HLM en 2016, probablement moins de 80 000 pour 2024. L'Etat y a investi 7 milliards d'euros de moins en 2020 qu'en 2010. De plus, sa politique de baisse des APL (Aides personnalisées au logement), leur impose un manque à gagner de 1,3 milliard d'euros par an depuis 2018. Une politique de 15 milliards d'économies sur le dos des classes populaires durant l'ensemble du quinquennat de Macron.

Il n'y aura pas de solution au manque de logements sans s'attaquer à la mécanique du profit, sans exproprier les grands groupes

du BTP Vinci, Bouygues, Eiffage et leurs filiales immobilières ainsi que les banques et organismes de crédit Nexity, Altarea-Cogedim ou BNP-Paribas qui ont fait des fortunes grâce aux politiques d'Etat de promotion du privé. L'immobilier est devenu un secteur de la finance spéculative, contre les habitant·es.

Les organisations de précaires, les travailleur·es, la population des quartiers populaires peuvent se donner les moyens de réquisitionner des 3,1 millions de logements vacants ou de locaux et bureaux inutilisés en France, d'imposer l'abrogation des lois contre les occupations de logements vides et de s'opposer aux expulsions sans relogement.

Relancer un plan de construction de logements sociaux nécessite un réel service public du logement, c'est-à-dire exproprier les banques et imposer un monopole public bancaire contrôlé par les travailleur·es et la population, seul capable de fournir des crédits bon marché pour satisfaire les besoins de la population en logements en nombre suffisant et de qualité.

C.H.

LGV Bordeaux – Toulouse/Dax, nouvelle « expertise » bidon pour un projet qui a du plomb dans l'aile ?

La Région Aquitaine et SGPSO (société en charge de la construction de la LGV) ont présenté le 6 janvier les conclusions d'une expertise censée répondre à celles et ceux qui défendent l'idée qu'un aménagement du réseau existant suffirait, pour un coût financier, social et écologique bien inférieur, à répondre aux besoins que la LGV prétend satisfaire.

L'affaire avait été confiée par SGPSO à un spécialiste d'économie des transports à l'Ecole des Ponts et Chaussées qui s'est contenté, selon les opposants, de reprendre les éléments des études réalisées au début du projet en 2012 pour conclure qu'elles « mettent en évidence l'intérêt de la réalisation du projet LNSO plutôt que l'aménagement du réseau existant pour la desserte à grande vitesse ». Cela, sans prendre en compte les nombreuses études présentées par les opposants tendant à prouver le

contraire... Ce qui fait dire à certains de ces derniers qu'il s'agit là d'une « grosse opération de communication, avec de gros doutes sur l'indépendance de l'expert ». Il faut dire que l'expert en question a travaillé pour SNCF Réseau et Lisea, la filiale de Vinci qui a construit et exploite la ligne Tours-Bordeaux et aurait été payé 18 000 euros par SGPSO pour son rapport.

La ficelle est d'autant plus grosse que selon *Les Echos* du 23, un rapport du Conseil d'orientation des infrastructures, mandaté par le gouvernement qui n'a toujours pas donné son accord au financement, « préfère donner la priorité à la rénovation de l'existant plutôt qu'à des nouvelles lignes à grande vitesse... ».

A suivre...

D.M.

Conseil départemental et protection de l'enfance : « virage préventif » ou escroquerie politique ?

Mercredi 14 janvier, le président du Conseil départemental, Jean-Luc Gleyze, annonçait à la presse que la protection de l'enfance serait la « grande cause 2026 » du Département. Cela alors que ce secteur comme tous les autres, subit les conséquences des coupes budgétaires drastiques imposées par la Préfecture. (voir *Anticapitalistes !* n° 135).

Ce plan de retour à l'équilibre prévoit plus de 95 millions d'euros d'économies sur trois ans, dont 30 millions pour la politique sociale dont dépend la protection de l'enfance, qui perdra 7,4 millions sur les 370 millions alloués à ce secteur et qui emploie 1500 personnes et suit 11 785 enfants. Les conséquences en sont dramatiques alors que ces services sont depuis longtemps incapables de faire face aux besoins, en particulier en nombre de places en institutions spécialisées. Depuis l'annonce du plan de restrictions, des associations, telles Le Prado ou Don Bosco, ont annoncé des fermetures de services ou d'établissements et ont lancé plusieurs PSE (plans de sauvegarde de l'emploi... en fait des licenciements !)

En novembre 2024, le barreau de Bordeaux et

les juges chargés de la protection de l'enfance dénonçaient le fait qu'en en Gironde, faute d'institutions pouvant les accueillir, 350 enfants ayant fait l'objet de mesures judiciaires de protection restaient exposés à la situation toxique qui avait justifié ces mesures, situation qui pouvait durer jusqu'à un an et demi. Cela ne peut que s'aggraver avec le coup de rabet actuel, d'autant qu'avec la dégradation de la crise sociale, les cas de signalement de maltraitance -jusqu'à 30 par jour au parquet enfance de Bordeaux fin 2024- augmentent.

Dans ce contexte, annoncer faire de la protection de l'enfance la « grande cause 2026 » est une provocation vis-à-vis des travailleur-es du secteur, des enfants et de leurs familles. Gleyze prétend « changer de paradigme », prendre un « virage préventif »... pour en réalité réduire encore le nombre de places en institutions spécialisées pour les remplacer par une « palette d'actions préventives mettant les dispositifs d'accueil ouvert et les familles d'accueil au centre du jeu ». De la langue de bois doublée d'un révoltant cynisme de politicien faisant sa part de la casse sociale organisée par l'Etat.

Daniel Minvielle

Ni CRA, ni chasse aux migrants Liberté de circulation !

Lundi 19 janvier, à l'embauche, les ouvriers travaillant sur le chantier du CRA (Centre de rétention administrative) de Mérignac ont découvert qu'il avait subi de nombreuses dégradations au cours du week-end : « Grillage découpé, système de vidéosurveillance anéanti, vitres étoilées, câbles électriques arrachés, canalisations d'eau endommagées, carrelage brisé, murs dégradés, mousse expansive déversée dans des siphons, etc. » écrit *Sud-Ouest*... des « préjugés » estimés par les entreprises en charge des travaux à quelques 300 000 euros.

Le Préfet s'est insurgé, condamnant « avec la plus grande fermeté » ce qu'il appelle « les actes de vandalisme visant le futur CRA » et promettant que « le calendrier du chantier demeure inchangé, avec une livraison prévue pour le second semestre 2026 ».

Lors de ses vœux à la presse, vendredi 23, ce même Préfet, reprenant les thèmes favoris de l'extrême droite, s'est félicité de l'efficacité de ses services qui auraient augmenté de 30 % le nombre d'expulsions de migrants en 2025.

Sur sa lancée, il a été jusqu'à prétendre, pour le plus grand bonheur de tous les réactionnaires, dont CNews, que 49 % des délits de voie publique seraient causées par des étrangers en situation irrégulière, tout en refusant d'entrer dans les détails sur la nature de ces délits à la question du journaliste de Rue 89.⁽¹⁾

Le véritable « vandalisme », c'est celui des parasites, de leurs valets et de leurs bras armés qui détruisent des vies en traquant, enfermant, expulsant violemment des personnes qui n'ont commis aucun délit, sinon celui, qui n'en est pas un, de n'avoir pas de papiers. Et qui osent s'en justifier en reprenant les arguments des pires réactionnaires, racistes et xénophobes.

Avec toutes celles et ceux que révolte cette politique, nous exigeons la fin de l'enfermement administratif, la liberté de circulation et d'installation, la régularisation de toutes et tous les sans-papiers !

D.M.

¹⁾ Voir l'article de Simon Barthélémy dans Rue89 du 24 janvier

Le NPA-R

A Bordeaux

Derrière les façades ravalées du centre-ville de Bordeaux, la réalité pour ceux qui y travaillent et y vivent n'a rien d'une partie de plaisir. Les propriétaires immobiliers préfèrent louer peu mais cher que beaucoup à un prix abordable, et 12 000 logements restent vacants. Les couches populaires s'entassent loin du centre-ville où les galères de transports sont quotidiennes. Les travailleurs de TBM sont en première ligne de réorganisations décidées dans leur dos et du sous-effectif sur les lignes les plus fréquentées. Au CHU de Pellegrin, les soignantes voient le plafond s'écrouler sur les lits ! Pourtant

A Cenon

La liste « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons » de Cenon est en construction, menée par Christine Héraud, élue révolutionnaire au conseil municipal de Cenon depuis 2001.

Travailleur-es, chômeur-es, précaires, jeunes de cette liste, nous voulons faire entendre la voix de celles et ceux qui font marcher la société. C'est à nous de décider de tout ce qui nous concerne et non aux politiciens professionnels que ce soit dans les conseils municipaux comme au Parlement.

Dans le contexte mondial de guerres commerciales, de montée du militarisme et des guerres, de régimes réactionnaires et d'extrême-droite, le budget d'austérité contre les travailleur-es et la population, contre les services publics, la Sécu, les budgets sociaux, va encore aggraver la régression sociale dans les quartiers populaires, alors que les licenciements se multiplient, que le chômage s'accroît, et que la seule réponse à l'insécurité sociale est, sur la commune comme

Gironde dans les municipales

l'argent ne manque pas. Les capitalistes continuent de s'enrichir sur l'exploitation de notre travail et le mal-logement.

Pendant nos sessions de porte-à-portes, des aide-soignantes, maçons, livreurs et des chômeurs font état d'un même ras-le-bol. En nous voyant passer dans un immeuble, un habitant lançait : « *il faut tout faire péter* ». Et comment !

Pour pouvoir porter la voix des travailleurs lors de ces élections, nous cherchons encore des bordelais.es pour constituer notre liste, menée par Esteban Nadal, étudiant, et Nora Zakri, interne à l'hôpital. Plus largement, ce sera l'occasion de regrouper autour de cette liste toutes celles et ceux qui sont révoltés par le capitalisme et qui cherchent à relever la tête contre la dictature du patronat.

ailleurs, l'escalade des politiques sécuritaires (vidéo-surveillance à laquelle nous nous sommes toujours opposés, escalade répressive de la police municipale...).

Comme nous l'avons toujours fait, nous soutiendrons nos camarades travailleur-es sans papiers, comme, il y a quelques années, à la Zone libre de la Morlette et en dénonçant le LRA (lieu de rétention administrative), zone de non-droit d'où sont expulsées les personnes avec OQTF. Nous soutiendrons les habitant-es qui s'organisent contre des projets inutiles voire néfastes pour l'environnement comme nous l'avons fait contre un projet privé d'acrobancie à Palmer.

Nous défendons la démocratie directe des travailleur-es et de la population, le droit à décider de tout ce qui nous concerne et en premier lieu le budget de la commune, mais aussi les questions du logement, de l'école, de la santé, des services publics... Nous invitons à se regrouper autour de notre liste toutes celles et ceux qui veulent faire entendre cette voix dans les Municipales et au-delà.

Anticapitalistes et Révolutionnaires à Pessac Pour porter la contestation du capitalisme et construire de nouveaux liens militants

A Pessac, depuis octobre, un groupe de camarades s'est lancé dans la construction d'une liste anticapitaliste et révolutionnaire à l'initiative du NPA-R. La liste est menée par Isabelle Ufferte, ancienne infirmière à l'hôpital Haut-Lévêque, militante Sud santé sociaux et ancienne élue municipale de 2001 à 2014.

Notre volonté de faire de ces élections municipales une opportunité politique pour contester la minorité parasite qui mène le monde à la catastrophe et porter la perspective d'une autre société par et pour celles et ceux qui la font fonctionner, a trouvé assez rapidement l'écho d'autres militant-es dont nous partageons au quotidien les combats. Militant-es syndicalistes à l'hôpital, à la Poste, dans l'aéro, enseignant-es, militant-es en solidarité avec les migrant-es, féministes, anti-validistes... Nos réunions de liste sont l'occasion d'échanger sur la cohérence de l'ensemble de ces combats, de les intégrer dans un projet global, celui de la prise en main de la société et de sa transformation par les exploité-es et opprimé-es eux-mêmes.

Comme partout la situation internationale, la montée du nationalisme, du militarisme, des extrêmes-droite est au cœur des préoccupations avec le besoin de comprendre la période et la volonté d'être acteur, de prendre part au combat, ici à l'occasion des municipales, mais avec la volonté de construire sur le long terme. Une perspective enthousiasmante.

A Lormont, une liste « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons »

Nous construisons cette liste pour faire entendre au conseil municipal la voix des luttes qui n'y ont pas la parole, comme nous l'avons fait en solidarité avec les migrant-es contre la construction du centre de rétention administrative (CRA) par la Métropole ou lors de la révolte des jeunes pour dénoncer l'assassinat par la police de Nahel le 27 juin 2023.

En effet, depuis 26 ans que nous sommes élus, nous avons vu la majorité PS-PC-Verts locale suivre les logiques à l'œuvre. Depuis la crise de 2008, la Ville a eu recours à des emprunts toxiques qui l'ont lourdement endettée.

A cela est venue s'ajouter la baisse drastique des aides de l'Etat, les dotations, l'essentiel des recettes d'une ville sans industrie mais avec beaucoup de besoins sociaux (avec presque la moitié de sa population de moins de 25 ans, un taux de chômage de 40 % des jeunes dans les principaux quartiers malgré les dispositifs de Politique de la Ville, REP +...)

Pour y pallier, la municipalité vend ses terrains. Pour satisfaire le promoteur milliardaire Pichet, elle en a sous-évalué le prix dans le projet dit des Cascades, sans respecter ses obligations auprès de la DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement)

Elle a mis fin au contrat de 24 animateurs, et veut en même temps imposer aux ATSEM une organisation du travail qu'elles ont refusé par une grève de plus d'un mois en septembre ! Une politique que ne renie pas le RN présent au conseil depuis 2014, avec en plus sa démagogie raciste et sécuritaire.

Seul le monde du travail peut affronter ces institutions, maillons du gouvernement qui sert le grand patronat alors que l'avenir est à la gestion collective de ce qui est produit par le plus grand nombre.

Lutte Ouvrière a annoncé une liste municipale à Lormont, sans nous en avoir informés. Nous regrettons cette manière de faire alors que les révolutionnaires auraient pu et devraient unir leurs efforts pour aider localement à l'organisation et au combat des travailleur-es et des exploité-es.

La liste que nous constituons porte ces idées, veut être un encouragement, que nous soyons réélus ou pas, à se regrouper et s'organiser autour d'elles dans le temps.

Monica Casanova

Pour aider à la constitution des listes, participer à la campagne... contactez-nous !

Les mots qu'elles eurent un jour

Film de **Raphael Pillosio**

Ce film, produit en 2024 par l'Atelier Documentaire, coopérative de production bordelaise, était projeté au Jean Eustache à Pessac dans le cadre du dispositif Ciné réseaux, en partenariat avec la Cimade et la LDH, en présence du réalisateur.

Le film nous plonge dans une réunion de militantes révolutionnaires algériennes en 1962 à Rennes. Elles viennent d'être libérées, en vertu des accords d'Evian, après de longs mois et années enfermées dans les geôles françaises et d'exactions de tous genres. Elles sont rassemblées dans les locaux de la Cimade. On sent la joie des retrouvailles libres, l'exaltation mais aussi la foule de questions qui se pressent à l'aube d'une nouvelle vie. Elles parlent, rieuses et graves, imaginent l'avenir, la construction d'une Algérie nouvelle. Les spectateur-trices sont parmi elles, solidaires, immergé-es... mais manque une part essentielle : le son. Le film, tourné par Yann Masson, a disparu pendant de nombreuses années. Les bobines ont réapparu mystérieusement... sans la bande son. Le réalisateur, et après lui Raphael Pillosio, cherchent alors à re-



trouver ces femmes, espérant pouvoir reconstituer les échanges.

Les mots qu'elles eurent un jour nous entraîne dans cette quête, à la rencontre des survivantes dont les vies ont divergé et parmi elles celles qui acceptent de témoigner, d'essayer de se souvenir. A travers cette recherche qui

a duré plus de dix ans, Raphaël Pillosio nous fait partager l'intensité du moment, la détermination, la soif de liberté et les espoirs de ces jeunes femmes modernes qui ont pleinement participé à la révolution, et toucher du doigt la brutalité des années qui ont suivi, écrasant leurs aspirations.

I.U.

Programmé au festival du film de Bejaia en Algérie, le film a été interdit par le gouvernement algérien. Il est disponible streaming sur plusieurs plateformes ou en DVD : https://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/70940_0

**RÉUNION PUBLIQUE DU
NPA RÉVOLUTIONNAIRES 33**

CHAOS DU
CAPITALISME,
DÉCOMPOSITION DU
POUVOIR DE MACRON :
QUELLES PERSPECTIVES
POUR LES TRAVAILLEUR.SES
ET LES JEUNES ?

RÉUNION-DÉBAT

Salle municipale
Amédée Larrieu **SAMEDI 18 OCTOBRE
BORDEAUX - 17H30**

**RÉUNION-DÉBAT DU
NPA RÉVOLUTIONNAIRES 33**

**VIOLENCES
SEXISTES
VIOLENCES
SOCIALES**

**LE CAPITALISME
À ABATTRE !**

Salle municipale
Amédée Larrieu **SAMEDI 22 NOVEMBRE
BORDEAUX - 17H30**

Retrouvez les vidéos
des introductions des
réunions-débat
du NPA-R-33
sur notre site



**POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES
TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE**

**SOUTENEZ LE
NPA-RÉVOLUTIONNAIRES**

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

**EN LIGNE
PAR CHÈQUE
PAR VIREMENT
OU PAR PRÉLÈVEMENT MENSUEL**

npa-revolutionnaires.org/souscription